

## **Règlement d'emprunt**

Municipalité de St-Alphonse  
Règlement numéro 280-2013

Règlement numéro 280-2013 pourvoyant à l'appropriation d'une somme de 126 820\$, par un emprunt, pour couvrir les frais de refinancement du règlement d'emprunt numéro 234-2006 Lieu d'enfouissement technique de la Municipalité de St-Alphonse.

---

CONSIDÉRANT que sur l'emprunt décrété par le règlement numéro 234-2006, un solde non amorti de 6 341 000\$ sera renouvelable le 12 novembre 2013, au moyen d'un nouvel emprunt, pour le terme autorisé restant à courir;

CONSIDÉRANT que les coûts de vente relatifs à l'émission du montant ci-haut mentionné sont estimés à la somme de 126 820\$, et vu que la municipalité ne peut rencontrer cette dépense à même ses fonds généraux, elle doit donc emprunter cette somme;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'emprunter cette somme conformément à la Loi sur les dettes et emprunts municipaux;

CONSIDÉRANT que le règlement 234-2006 concerne le lieu d'enfouissement technique et que la Ministre des Affaires municipales et des Régions a confirmé dans une correspondance en date du 6 décembre 2005 qu'advenant une entente à l'effet que la participation des autres municipalités couvre la presque totalité du remboursement de l'emprunt, le projet n'affecterait pas le pouvoir d'emprunt de la municipalité de Saint-Alphonse, laquelle fait partie intégrante du présent règlement comme annexe A;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le 8 avril 2013;

Il est proposé par le conseiller Tommy Cyr, appuyé par le conseiller Luc Poirier et résolu à l'unanimité des conseillers :

QUE le règlement numéro 280-2013 est et soit adopté et que le conseil décrète ce qui suit :

## RÈGLEMENT NUMÉRO 280-2013

ARTICLE 1. Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2. Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 126 820\$ pour les fins de la présente procédure, et pour se procurer cette somme à emprunter, jusqu'à concurrence du même montant pour un terme de 5 ans.

ARTICLE 3. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé, annuellement durant le terme de l'emprunt, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable desservi par le service de matières résiduelles situé sur le territoire de la municipalité, une compensation pour chaque immeuble imposable dont il est propriétaire.

Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'immeubles imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation.

ARTICLE 4. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

ARTICLE 5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement entre autres les montants provenant des municipalités signataires selon les termes et critères de l'«Entente relative à la fourniture de services en matière de traitement de matières résiduelles» et jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante comme annexe «B ».

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de la dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention entre autres les montants provenant des municipalités signataires selon les termes et critères de l'«Entente relative à la

## RÈGLEMENT NUMÉRO 280-2013

fourniture de services en matière de traitement de matières résiduelles» et jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

ARTICLE 6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

AVIS DE MOTION LE 8 AVRIL 2013  
ADOPTÉ À LA SÉANCE DU 6 MAI 2013  
APPROBATION REÇUE DU MAMROT LE  
PUBLIÉ LE

---

Gérard Porlier  
Maire

---

Reina Goulet, secrétaire-trésorière  
et directrice générale